

QUESTIONS AMÉRICAINES

Dans sa dernière revue, le banquier Clows, de New-York, dit en substance que l'incident vénézuélien a eu un effet déprimant sur le volume d'affaires de Bourse à New-York ; mais qu'on revient vite de l'excitation boursière du premier moment. M. Clows rappelle avoir proposé dès le premier jour une entente cordiale entre l'Angleterre et les Etats-Unis liant les deux nations à régler tous leurs différends par l'arbitrage au moyen d'arbitres désintéressés ou de commissions conjointes choisies par les deux peuples. La Chambre de Commerce de New-York a depuis confirmé cette manière de voir.

Seulement, il ne faut pas oublier que l'arbitrage est précisément ce que l'Angleterre refusait à propos de l'incident du Venezuela.

Il paraît hors de doute que la haute finance et le commerce, aux Etats-Unis comme en Angleterre, sont hostiles à la guerre. Mais il reste à compter avec d'autres éléments d'ordre national ou politique, qui n'entendent pas du tout de cette oreille. La force numérique des groupes irlandais, allemands et autres aux Etats-Unis, menace de nullifier les partisans de la paix universelle et du désarmement. Ce sentiment se manifeste de temps à autre par des sorties violentes, dont voici un échantillon tout à fait suggestif. C'est le discours d'un certain colonel Finherly au récent diner du "Chicago Review Club."

"Nous ne sommes pas des Anglo-Saxons. Ce pays tire son génie et ses inspirations, non de l'Angleterre, mais de l'Europe. Je ne suis pas un Anglo-Saxon. Mon éloquent ami le juge Tuley ici présent descend d'un des O'Toolo du Connaught, qui ont combattu l'Angleterre pendant sept siècles. C'est l'Europe, et non l'Angleterre, qui est la mère de l'Amérique. Les Anglais !..... mais je croyais que nous les avions tous jetés par la fenêtre en 1783. L'anglais est une assez bonne langue à sa façon, mais comme tout ce qu'il y a en Angleterre, c'est le produit du vol. Tous ses mots polis et éloquents viennent du lation, les jurons seuls de l'anglo-saxon."

Quant à la situation intérieure, M. Clows la résume ainsi. L'interruption des menaces de guerre a arrêté le retour des valeurs placées en Angleterre et la sortie correspondante de l'or. Wall street s'est un peu ému de la décision prise par le gouvernement de faire de l'emprunt de 100 millions une affaire de souscription nationale au lieu d'en charger un syndicat suivant la coutume. Il y a assez d'or dans le pays pour que le Trésor ait ses 100 millions d'ici à un mois ; s'il en manque, le syndicat se chargera de trouver la différence.

Les partisans de l'argent reviennent depuis peu à la charge pour demander le libre monnayage de l'argent. M. Clows dit que ce métal a assez d'autres utilités pour ne pas avoir besoin d'être élevé à la hauteur de l'étalon. Ce sera toujours, dit-il, l'un de nos produits nationaux les plus payants. Même au cours actuel, c'est une récolte qui paie mieux que le blé, le maïs ou l'avoine, et, proportions gardées, les propriétaires de mines d'argent n'ont pas à se plaindre.

LA BANQUE NATIONALE

Nous nous sommes laissé dire qu'un certain nombre de riches qui ont suivi de près les opérations de la Banque Nationale depuis près d'un an ont depuis quelques mois acheté tout le stock qui est présenté sur le marché payant \$21.50, et ceci non seulement comme placement, mais aussi comme spéculation en vue d'une hausse prochaine. -- Les raisons alléguées sont que La Banque va montrer un très bon rapport en mai prochain, que le dividende régulier va être rétabli et que la direction active et éclairée qui la gouverne va enfin en faire une institution solide et prospère.

UNE VENTE D' ACTIONS A QUEBEC

L'événement financier de la semaine à Québec est sans contredit la vente des stocks qui a été faite mercredi matin au bureau de M. W. Larue, notaire rue Ste-Anne, par les commissaires-priseurs Lemieux, Gale & Co.

La vente a été un succès dans toute la force du mot. La preuve qu'il y a énormément de capitaux disponibles, c'est le grand nombre de capitalistes présents ou représentés par leurs agents, et les prix élevés rapportés par la vente. S'il y avait eu \$300,000 de fonds publics à mettre à prix, ils auraient été enlevés. On se serait cru à la Bourse.

Cet incident démontre la nécessité d'une Bourse ou d'un Stock Exchange local, c'est-à-dire d'un endroit où toutes les semaines au moins les acheteurs et vendeurs d'actions ou de valeurs publiques pourraient se rencontrer et faire des échanges.

On pourra en juger par le détail de la vente, que nous donnons ici :

- 17 actions de la Caisse d'Economie de Notre Dame de Québec ont été adjugées à M. S. J. Shaw à 211%.
- 1 débenture du Pont Dorchester de \$1000, passée due et portant 6% d'intérêt payable les 1er janvier et juillet, a été adjugée à M. L. C. Marcoux à 102 3/4%.
- 1 débenture de la Cité de Québec (nouvel aqueduc) intérêt 5 p. o. payable 1er

janvier et juillet, \$1000 échéant le 1er janvier 1914, a été adjugée à M. L. C. Marcoux à 107%.

5 actions de la Société de Construction permanente de Québec, à M. Herman Young à 107.

15 actions de la même, au Dr A. C. Hamel à 106 1/2.

8 actions de la Société de Prêts et Placements de Québec, adjugées à M. J. L. Hardy à 118 1/2.

50 actions de la Banque Nationale, à E. A. Lefebvre à \$21.50.

50 actions de la même au Rév. Maj Bolduc à \$21.25.

50 actions de la même à M. Achille Dussault, courtier, à \$21.25.

50 actions de la même à M. J. E. Boily, N. P., à \$21.50.

6 actions de la Montmorenci Electric Power Co, à M. J. I. Lavery avocat, à 139 1/2%.

6 actions de la même, à M. J. A. Mailoux à 138%.

26 actions de la Banque de Québec à M. Edouard Lacroix, rentier, à 118%.

10 débentures de la Province de Québec (emprunt de 1882), \$500 chacune, remboursables après 1912, intérêt 5 p. c. payable les 1er janvier et juillet, adjugées à M. L. J. C. Fiset à 110 1/2.

Toutes ces valeurs provenaient de la succession de feu Dame Eleusippe Méthot, et la vente a été surveillée par l'exécuteur testamentaire M. E. W. Méthot. Elle a rapporté un total net de \$22,229.25, frais payés.

LES BONS CHEMINS

Le document qui suit nous est communiqué par la Société des Bons Chemins, une nouvelle institution qui mérite tout notre appui. Nous mettons volontiers notre journal à sa disposition, et comme *La Semaine Commerciale* est reçue par une classe choisie dans tout le district de Québec, nous espérons pouvoir être utile à l'œuvre.

Voici la communication en question :
Dieu merci, une loi des bons chemins vient d'être passée à la dernière session de la législature de Québec. A l'avenir, tous ceux qui veulent l'amélioration, si nécessaire, des chemins dans notre province, pourront s'unir, s'entendre et prendre les moyens les plus propres à obtenir le but désiré.

La société d'industrie laitière s'est occupée de cette grave question, lors de sa dernière réunion annuelle à Waterloo, (3 au 5 décembre dernier). Une société distincte fut organisée provisoirement, séance tenante, et les messieurs dont les noms sont donnés plus loin furent chargés de faire passer une loi spéciale, sans retard ; ce qui vient d'être fait. Il est de justice de faire remarquer que l'hon. M. Beaubien, commissaire de l'agriculture, M. Milton McDonald, M. P. P., et M. Girard, M. P. P., (Lac St-Jean), se chargèrent de faire adopter cette loi par la législature de Québec.

Maintenant, qui doit former partie de la Société des bons chemins ? A notre avis, et tout d'abord, tout ceux qui, par